

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Australie, Nouvelle-Zélande et Pacifique

Une publication du SER de Canberra
Semaine du 24 septembre au 1^{er} octobre 2026

À Retenir

- Australie : L'australien Lynas rachète 100% de Meteoric Resources et son gisement de terres rares au Brésil
- Nouvelle-Zélande : SpaceDreamS étudie la faisabilité d'un port spatial pour les lanceurs européens à Canterbury
- Pacifique : Fidji : l'inflation atteint 7,6 % en août

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

Australie

4,6%

Taux directeur de la
Banque de réserve
d'Australie

Le 29 septembre, la RBA a relevé son taux directeur de 25 points de base, à 4,60 %. Cette décision prolonge la politique de resserrement monétaire, avec désormais quatre augmentations depuis le début de l'année, et porte le taux à son plus haut niveau depuis 2011. Cette augmentation vise à contenir l'inflation, qui est repartie à la hausse en août, à 4,0 %, après 3,5 % en juillet, tout en restant inférieure au pic de 4,6 % atteint en mars. L'inflation sous-jacente, hors variations de prix les plus extrêmes, s'est maintenue à 3,6 % en août pour le troisième mois consécutif, signalant la persistance de pressions inflationnistes plus diffuses. Ces évolutions s'expliquent notamment par la hausse des prix de l'énergie, du logement et des transports. La RBA souligne également la persistance de contraintes de capacité dans l'économie australienne et la faiblesse de la productivité, qui limitent la capacité de l'offre à répondre à la demande. Les causes de l'inflation restent débattues : le gouvernement met notamment en avant les conséquences des tensions géopolitiques internationales et de la hausse des prix du pétrole. De son côté, la RBA souligne également les contraintes de capacité domestiques et les pressions sur les coûts, ainsi que la demande liée à l'IA. La RBA s'est dite prête à poursuivre le resserrement monétaire si nécessaire afin d'éviter que l'inflation ne s'installe durablement. Les marchés anticipent une nouvelle hausse du taux directeur de 25 points de base lors de sa prochaine réunion du comité de politique monétaire en novembre, qui le porterait à 4,85 %. [AFR](#), [Trading Economics](#), [ABS](#)

Zoom sur : Quand les banques quittent le Pacifique

Depuis 2011, le Pacifique connaît une accélération de la débancarisation, se traduisant par le retrait de banques commerciales, la fermeture d'agences bancaires et la contraction des relations de correspondance bancaire (CBR). Les marchés restreints, les législations disparates d'un territoire à l'autre et la dispersion de la population limitent la rentabilité de l'ouverture d'agences bancaires. Selon la Banque centrale australienne, le nombre de correspondants bancaires actifs dans les sept économies insulaires du Pacifique Sud étudiées a diminué d'environ 60 % entre 2011 et 2022, contre environ 30 % à l'échelle mondiale.

Cette débancarisation isole davantage les îles du Pacifique du système financier mondial et augmente les coûts de transaction. L'absence de services bancaires fragilise leur capacité à effectuer des paiements commerciaux et humanitaires avec l'étranger et complique l'importation de biens essentiels. Elle pèse sur les transferts de fonds, qui constituent une source majeure de revenus pour certaines économies du Pacifique : aux Tonga, ils représentaient 37,4 % du PIB en 2023-24. Pour un transfert de 200 AUD vers les Tonga, le coût moyen atteignait 7,65 % au T3 2025, avec de fortes disparités selon les canaux utilisés.

Face à ce risque, plusieurs initiatives sont mises en place pour préserver la connectivité financière de la région. Le Pacific De-Risking Group, créé en mars 2024, coordonne l'action régionale contre la débancarisation, tandis que la Banque mondiale a lancé un mécanisme d'urgence destiné à remplacer rapidement un correspondant bancaire perdu dans une monnaie clé. L'Australie a également mis en place le Pacific Banking Guarantee Scheme, avec notamment une garantie de prêt de 2 Md AUD sur dix ans pour soutenir la présence d'ANZ dans la région. Le maintien des services bancaires apparaît ainsi comme un enjeu de résilience financière, mais également comme un enjeu stratégique dans un Pacifique marqué par une concurrence d'influence croissante.

AUSTRALIE

Un déficit budgétaire inférieur aux prévisions grâce à des recettes fiscales élevées

Le déficit budgétaire australien s'est établi à 22,3 Md AUD en 2025-26, soit 0,8 % du PIB, contre 1,0 % du PIB (28,3 Md AUD) prévu en mai. Le résultat publié dans le *Final Budget Outcome* est meilleur que prévu, en raison de recettes fiscales supérieures aux anticipations et de dépenses plus faibles, notamment concernant plusieurs programmes sociaux. Les recettes fiscales ont atteint 24,1 % du PIB, contre 23,6 % prévues en mai, un niveau proche du record de 24,2 % enregistré en 2006. Cette progression provient notamment de recettes plus élevées sur les revenus des investisseurs et des fonds de pension. Les recettes fiscales représentent une part croissante du PIB. Le gouvernement prévoit toutefois un déficit de 31,5 Md AUD en 2026-27. La hausse des rendements obligataires mondiaux pourrait par ailleurs accroître le coût du financement public. [AFR](#), [The Guardian](#), [Reuters](#)

Ampol renforce son positionnement dans la mobilité électrique

La société Ampol a annoncé l'acquisition d'Evie Networks pour 225 M AUD. L'opération porterait son réseau combiné à plus de 1 400 points de recharge, répartis sur plus de 400 sites en Australie. Pour le distributeur de carburants, cette acquisition représente une accélération de sa diversification vers la mobilité électrique. Elle lui permettra d'élargir son implantation et de renforcer sa capacité à servir les particuliers et les flottes d'entreprises. L'enjeu sera de convertir cette taille accrue en rentabilité, qui dépendra de l'utilisation des bornes, du coût de l'électricité et de la maîtrise des dépenses d'exploitation. Ampol vise un EBITDA de 30 M AUD par an dans les trois années suivant la finalisation de l'opération. L'acquisition constitue ainsi un investissement dans un relais de croissance, dont la réussite reposera sur l'augmentation des usages et sur les économies réalisées en réunissant les deux réseaux. [Reuters](#)

Le NSW prépare le renouvellement à long terme de sa flotte ferroviaire

Un appel à manifestation d'intérêt est ouvert pour concevoir et construire la prochaine génération de trains suburbains de Nouvelle-Galles du Sud, dans le cadre d'un programme de 12 Md AUD. Relayée le 29 septembre, cette étape vise à constituer une filière de fabrication dans le Hunter, avec une exigence de 50 % de contenu local et un calendrier de renouvellement des flottes sur trente ans. Pour les industriels, l'intérêt réside dans la visibilité potentielle des commandes, qui peut justifier des investissements dans l'implantation, la formation et les fournisseurs. L'exigence de contenu local rendra toutefois les partenariats australiens déterminants pour les candidats étrangers. [Infrastructure Magazine](#)

L'australien Lynas rachète 100% de Meteoric Resources et son gisement de terres rares au Brésil

L'entreprise australienne Lynas Rare Earths a conclu un accord en vue de l'acquisition de Meteoric Resources, pour un montant de 968 M AUD. Société minière domiciliée à Perth, Meteoric Resources développe un projet de terres rares - « Caldeira Rare Earths » - dans le Minas Gerais au Brésil. Ce projet, dont l'étude de faisabilité a été publiée en juillet 2026, prévoit l'exploitation d'un gisement de type argile ionique pendant plus de 20 ans. Lynas, principal producteur d'éléments de terres rares hors Chine et dont l'un des actionnaires importants est la milliardaire australienne Gina Rinehart, diversifie ainsi son portefeuille de ressources et d'opérations existantes (Australie, Malaisie). Les résultats financiers de Lynas ont été robustes sur l'exercice financier, mais continuent néanmoins de subir de fortes fluctuations liées aux conditions de marché. [Mining.com](#), [AFR](#)

NOUVELLE-ZELANDE

L'accord de libre-échange avec l'Inde entrera en vigueur le 20 octobre

Il prévoit la suppression ou la réduction des droits de douane sur 95 % des exportations néo-zélandaises vers l'Inde, dont 57 % dès son entrée en vigueur. Les principaux produits laitiers (lait, beurre, fromage et poudres de lait) restent toutefois exclus des concessions tarifaires, limitant l'accès du secteur laitier néo-zélandais au marché indien. Les concessions accordées au secteur laitier ne concernent que trois catégories de produits, qui représentent 3,8 % de la valeur totale des exportations laitières néo-zélandaises. Cette exclusion constitue un enjeu important pour la Nouvelle-Zélande, l'Inde appliquant historiquement des droits de douane élevés et protégeant fortement sa production laitière. La Dairy Companies Association of New Zealand estime par ailleurs que les possibilités d'obtenir de nouvelles concessions se sont réduites après la conclusion de l'accord de libre-échange entre l'Inde et l'Union européenne, qui exclut également les principaux produits laitiers. [Farmers Weekly](#), [Reuters](#)

Le Trésor prévoit un excédent budgétaire de 4 Md NZD dès 2028-29

Les nouvelles prévisions du gouvernement anticipent un déficit moins important en 2026-27 et un retour à l'excédent dès 2028-29, un an plus tôt dans les précédentes prévisions budgétaires. Cette amélioration s'explique par un contrôle des dépenses plus strict que prévu et par une progression des recettes fiscales. Le gouvernement justifie cette trajectoire par sa volonté de réduire le déficit structurel et de maintenir une discipline budgétaire à l'approche des élections. Il prévoit ainsi d'emprunter 15 Md NZD de moins au cours des quatre prochaines années. Avec un taux de chômage élevé et une inflation supérieure à 3 %, les préoccupations économiques devraient rester centrales dans la campagne électorale. Le Trésor prévoit un retour de l'inflation dans la fourchette cible de 1 à 3 % au deuxième trimestre 2027. Néanmoins, les partis d'opposition soulignent les faiblesses de l'économie et rappellent que le chômage élevé et la hausse du coût de la vie limitent les effets tangibles de cette amélioration des finances publiques. [RNZ](#), [Reuters](#)

SpaceDreamS étudie la faisabilité d'un port spatial pour les lanceurs européens à Canterbury

La société française SpaceDreamS a réalisé pour *Tāwhaki Aerospace Centre* une étude concluant à la faisabilité d'un port spatial à Kaitorete, dans la région de Canterbury. Le projet envisage l'accueil de lanceurs européens ainsi que des activités de développement et d'essais. Des discussions se poursuivent avec les pouvoirs publics, des industriels et des investisseurs européens. Il pourrait offrir aux opérateurs européens une capacité complémentaire de lancement, permettant de diversifier leurs sites et de réduire leur exposition aux interruptions opérationnelles. Pour la Nouvelle-Zélande, l'enjeu serait d'élargir sa filière spatiale au-delà des activités de Rocket Lab, en attirant de nouveaux partenaires et des activités à forte valeur ajoutée. La concrétisation du projet dépendra toutefois de la sécurisation de clients, de financements et des autorisations requises : la faisabilité technique devra être confirmée par un modèle commercial viable, alors que Tāwhaki avait précédemment réduit ses ambitions en matière de lancement faute de demande. [ODT](#)

PACIFIQUE

Fidji : l'inflation atteint 7,6 % en août

L'inflation aux Fidji a atteint 7,6 % en août, en glissement annuel, contre 5,7 % en juillet. La Banque de réserve des Fidji (RBF) a maintenu son taux directeur à 0,25 %. La hausse des prix a principalement été tirée par l'alimentation, l'énergie et le kava. La RBF souligne également que l'effet de la réduction de la TVA intervenue en août 2025 s'est progressivement dissipé. La RBF prévoit une inflation supérieure à 6 % jusqu'à la fin de 2026. Elle estime que les perspectives restent exposées à l'évolution des prix mondiaux des matières premières et aux conditions météorologiques, notamment aux effets d'El Niño. Malgré la hausse de l'inflation, la RBF a conservé une orientation monétaire accommodante afin de soutenir l'activité économique. La banque centrale surveille notamment l'incidence de la hausse des prix sur la consommation et l'activité intérieure. [FBC](#)

Les Îles Cook face aux perspectives économiques et aux enjeux environnementaux d'un projet d'exploitation minière en haute mer

Les avis divergent entre le gouvernement, les ONG, les scientifiques et les communautés locales sur ce projet d'exploitation minière en haute mer. Le pays possède l'une des plus grandes concentrations de nodules polymétalliques au monde, estimée à 6,7 Mt. Les acteurs favorables au projet anticipent des bénéfices économiques, notamment à travers l'amélioration des infrastructures et des services de santé. D'autres considèrent que les risques et les conséquences environnementales pourraient largement dépasser les bénéfices économiques attendus. [Cook Islands NEWS](#)

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Solde courant (% du PIB)	Dettes publiques brutes (% du PIB)	Taux de chômage (%)	Taux directeur (%)	Inflation (%)
		2025	2025	2025	2026 (p)	2027 (p)	2025	2025			
Australie	27,9 (T1 2026)	1 840	66 352	2,0	1,9	1,6	-2,6	51,4	4,6 (Août-26)	4,6 (Sept-26)	4,0 (Août-26)
Nouvelle-Zélande	5,3 (T2 2026)	259	48 621	-0,6	2,0	2,7	-3,4	53,6	5,6 (Août-26)	2,75 (Sept-26)	4,1 (Juin-26)

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab (USD)	Croissance (%)			Compte courant (% du PIB)	Dettes publiques (% du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)
	2025	2025	2025	2025	2026 (p)	2027 (p)	2025	2025	2025	2025
Papouasie- Nouvelle- Guinée	12,8	32,5	2 538	5,6	3,8	3,8	14,7	52,1	160	4,0
Fidji	0,9	6,0	6 544	3,2	2,4	2,7	-9,5	78,7	111	-1,4
Îles Salomon	0,8	1,7	2 171	2,7	2,8	2,9	-1,0	28,7	156	3,4
Vanuatu	0,3	1,3	3 826	3,1	3,5	3,2	-10,4	40,9	146	1,7
Samoa	0,2	1,3	6 114	4,2	3,2	2,8	5,7	21,2	122	1,9
Kiribati	0,1	0,4	2 756	4,3	3,1	2,4	-18,8	8,0	140	6,5
Tonga	0,1	0,7	6 869	2,1	2,7	1,3	-5,3	27,4	92	3,2
Micronésie	0,1	0,5	5 263	1,1	0,7	1,1	3,8	8,9	149	3,2
Îles Marshall	0,04	0,3	8 158	2,5	3,7	2,0	9,1	11,8	108	5,5
Palaos	0,02	0,4	19 444	6,3	3,3	2,8	-19,0	62,3	84	0,3
Nauru	0,01	0,2	15 000	2,2	2,1	2,0	2,7	14,6	124	6,1
Tuvalu	0,01	0,1	6 000	2,2	2,5	2,4	29,9	3,6	129	2,0

Sources: FMI et données nationales

À NE PAS MANQUER !

Evénements à venir			
Melbourne	14 octobre	Rethinking public transport productivity	FACCI
Brisbane	29 octobre	Aerospace, Defence and Aviation panel event : Identifying Opportunities for SMEs	FACCI
Auckland	3 novembre	Sustainability Forum 2026	FNZCCI

Nous contacter : ines.abderrahmane@dgtresor.gouv.fr

Vous avez manqué nos dernières brèves ? Retrouvez-les ici

[LinkedIn du SER de Canberra](#)

[Site internet du SER de Canberra](#)

Pour recevoir nos brèves directement dans votre boîte mail, [inscrivez-vous en cliquant ici](#).

Clause de non-responsabilité : Les Brèves économiques du Service économique régional de Canberra, rédigées à partir d'informations publiques, sont à but strictement informatif. Le SER décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elles contiennent.

SER de Canberra

6 Perth avenue Yarralumla, Canberra ACT 2600, AUSTRALIE

Vous avez reçu cet email parce que vous vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)